

Appel

à rejoindre le

comité 15 juin

**Ce samedi 26 juin à 11 heures
jardin d'Orsay, à Limoges**

Nous, premiers témoins et soutiens des personnes mises en cause par les arrestations et perquisitions du mardi 15 juin en Creuse et Haute-Vienne, appelons au rassemblement des soutiens les plus nombreux, ce samedi 26 juin à 11 heures, au jardin d'Orsay à Limoges.

Nous avons vu des policiers armés et cagoulés arrêter sept personnes ce mardi 15 juin à 6h, une scène brutale et choquante pour les voisins et amis présents sur place à cause de la débauche de moyens parfaitement disproportionnés qui a été déployée : la Sous Direction Anti Terroriste (qui s'est déjà tristement illustrée en Limousin lors de l'affaire Tarnac), le Peloton Spécial d'Intervention de la Gendarmerie, la police judiciaire et la gendarmerie du secteur, rien que cela : une dizaine de voitures pour interpellier une institutrice chez elle, avant sa journée de travail. Une rafle matinale, accompagnée de perquisitions, qui s'est déroulée au même moment à différents endroits du Limousin avant de conduire ses sept victimes dans les commissariats de Limoges, Saint Junien, Bellac, et d'autres encore, pour une garde à vue pouvant durer jusqu'à 96h.

Ils ont entre 45 et 70 ans : une directrice d'école, une potière, un plombier, une menuisière, un chargé de cours à l'université et une infirmière, à avoir fait les frais de cette opération ; ce sont surtout des citoyens, parmi les (trop) rares engagés professionnellement et bénévolement au service des gens et de la collectivité.

On les soupçonne de « destructions matérielles en bande organisée portant atteinte aux intérêts de la Nation » et d'« association de malfaiteurs » suite à deux événements : l'incendie, en début d'année, d'antennes TDF de diffusion de la TNT et de la téléphonie mobile, et celui un an auparavant de véhicules Enedis. Rien en tout cas qui ressemble de près ou de loin à des actes de terrorisme, alors que ce sont bien les moyens de l'antiterrorisme (SDAT, garde-à-vue prolongée) qui sont employés : la seule répercussion de l'événement en question a été une coupure de télévision de quelques jours. Absolument rien qui justifie qu'on déploie un dispositif aussi démesuré ; n'aurait-on pas pu les convoquer simplement dans le cadre de l'enquête ?

C'était sans compter la montée de la violence d'État qui s'est opérée ces derniers temps à l'égard de tout citoyen par les moyens de plus en plus étendus donnés aux forces de police et l'élargissement des mesures d'exception de plus en plus intégrées au droit commun.

L'opération ressemble à un coup de filet assez large et mal ajusté pour faire du renseignement sur des gens dont les engagements humanistes déplaisent au pouvoir. Au moins trois perquisitions ont même été menées chez des personnes convoquées finalement en tant que témoins ! Il ne manquait plus que le spectre de l'ultra-gauche pour les amalgamer dans un discours grossier qui justifie la mise en scène policière, à quelques jours à peine des élections régionales et départementales qui verra surtout s'affronter l'ultra-droite et un ultra-centre de plus en plus extrémiste.

Nous constituons aujourd'hui un comité de soutien pour que ces personnes, prises malgré elles dans la trame de cette sordide pièce de théâtre politique ne soient pas isolées et puissent se défendre contre la violence qui leur est faite sans se retrouver broyées par cette grande machine à fabriquer des ennemis intérieurs que nous avons déjà trop vue à l'œuvre.

Nous constituons également ce comité pour dénoncer ensemble la radicalisation sans frein d'un pouvoir aux abois, qui use de terreur et de surveillance pour masquer sa peur d'avoir un jour des comptes à rendre à tous ceux qu'il maltraite au quotidien.

Ce mardi 15 juin, c'est donc sept personnes qui furent interpellées, et cinq de plus (ainsi que deux enfants) qui subirent intrusion policière, perquisition et saisies de matériel ; trois jours plus tard, seules trois des personnes ciblées étaient poursuivies, et les autres relâchées sans charges.

Ce mardi 15 juin et les suivants, c'est aussi des dizaines de soutiens qui commencèrent à se mobiliser pour dénoncer une police et une justice qui se permettent de surveiller et inquiéter n'importe qui, n'importe quand, n'importe comment.

Samedi 19 juin, c'est environ 80 personnes qui ont répondu à une première invitation du « comité 15 juin ».

Nous nous retrouverons à nouveau ce samedi 26 juin à 11 heures, jardin d'Orsay, à Limoges, pour une nouvelle réunion publique ; nous appelons tous les soutiens à rejoindre ce comité,

À samedi !

Rejoignez-nous, contactez-nous, soutenez le comité par des dons et des interventions publiques. Notre numéro : 06.23.44.31.52

Des informations sont relayées régulièrement sur le site d'infos locales <https://labogue.info> et sur notre facebook [SoutienArrestations15juin](#)

Appel

à rejoindre le

comité 15 juin

**Ce samedi 26 juin à 11 heures
jardin d'Orsay, à Limoges**

Nous, premiers témoins et soutiens des personnes mises en cause par les arrestations et perquisitions du mardi 15 juin en Creuse et Haute-Vienne, appelons au rassemblement des soutiens les plus nombreux, ce samedi 26 juin à 11 heures, au jardin d'Orsay à Limoges.

Nous avons vu des policiers armés et cagoulés arrêter sept personnes ce mardi 15 juin à 6h, une scène brutale et choquante pour les voisins et amis présents sur place à cause de la débauche de moyens parfaitement disproportionnés qui a été déployée : la Sous Direction Anti Terroriste (qui s'est déjà tristement illustrée en Limousin lors de l'affaire Tarnac), le Peloton Spécial d'Intervention de la Gendarmerie, la police judiciaire et la gendarmerie du secteur, rien que cela : une dizaine de voitures pour interpellier une institutrice chez elle, avant sa journée de travail. Une rafle matinale, accompagnée de perquisitions, qui s'est déroulée au même moment à différents endroits du Limousin avant de conduire ses sept victimes dans les commissariats de Limoges, Saint Junien, Bellac, et d'autres encore, pour une garde à vue pouvant durer jusqu'à 96h.

Ils ont entre 45 et 70 ans : une directrice d'école, une potière, un plombier, une menuisière, un chargé de cours à l'université et une infirmière, à avoir fait les frais de cette opération ; ce sont surtout des citoyens, parmi les (trop) rares engagés professionnellement et bénévolement au service des gens et de la collectivité.

On les soupçonne de « destructions matérielles en bande organisée portant atteinte aux intérêts de la Nation » et d'« association de malfaiteurs » suite à deux événements : l'incendie, en début d'année, d'antennes TDF de diffusion de la TNT et de la téléphonie mobile, et celui un an auparavant de véhicules Enedis. Rien en tout cas qui ressemble de près ou de loin à des actes de terrorisme, alors que ce sont bien les moyens de l'antiterrorisme (SDAT, garde-à-vue prolongée) qui sont employés : la seule répercussion de l'événement en question a été une coupure de télévision de quelques jours. Absolument rien qui justifie qu'on déploie un dispositif aussi démesuré ; n'aurait-on pas pu les convoquer simplement dans le cadre de l'enquête ?

C'était sans compter la montée de la violence d'État qui s'est opérée ces derniers temps à l'égard de tout citoyen par les moyens de plus en plus étendus donnés aux forces de police et l'élargissement des mesures d'exception de plus en plus intégrées au droit commun.

L'opération ressemble à un coup de filet assez large et mal ajusté pour faire du renseignement sur des gens dont les engagements humanistes déplaisent au pouvoir. Au moins trois perquisitions ont même été menées chez des personnes convoquées finalement en tant que témoins ! Il ne manquait plus que le spectre de l'ultra-gauche pour les amalgamer dans un discours grossier qui justifie la mise en scène policière, à quelques jours à peine des élections régionales et départementales qui verra surtout s'affronter l'ultra-droite et un ultra-centre de plus en plus extrémiste.

Nous constituons aujourd'hui un comité de soutien pour que ces personnes, prises malgré elles dans la trame de cette sordide pièce de théâtre politique ne soient pas isolées et puissent se défendre contre la violence qui leur est faite sans se retrouver broyées par cette grande machine à fabriquer des ennemis intérieurs que nous avons déjà trop vue à l'œuvre.

Nous constituons également ce comité pour dénoncer ensemble la radicalisation sans frein d'un pouvoir aux abois, qui use de terreur et de surveillance pour masquer sa peur d'avoir un jour des comptes à rendre à tous ceux qu'il maltraite au quotidien.

Ce mardi 15 juin, c'est donc sept personnes qui furent interpellées, et cinq de plus (ainsi que deux enfants) qui subirent intrusion policière, perquisition et saisies de matériel ; trois jours plus tard, seules trois des personnes ciblées étaient poursuivies, et les autres relâchées sans charges.

Ce mardi 15 juin et les suivants, c'est aussi des dizaines de soutiens qui commencèrent à se mobiliser pour dénoncer une police et une justice qui se permettent de surveiller et inquiéter n'importe qui, n'importe quand, n'importe comment.

Samedi 19 juin, c'est environ 80 personnes qui ont répondu à une première invitation du « comité 15 juin ».

Nous nous retrouverons à nouveau ce samedi 26 juin à 11 heures, jardin d'Orsay, à Limoges, pour une nouvelle réunion publique ; nous appelons tous les soutiens à rejoindre ce comité,

À samedi !

Rejoignez-nous, contactez-nous, soutenez le comité par des dons et des interventions publiques. Notre numéro : 06.23.44.31.52

Des informations sont relayées régulièrement sur le site d'infos locales <https://labogue.info> et sur notre facebook [SoutienArrestations15juin](#)